



9
2023

NEWS | FLASH

SOMMAIRE

EDITORIAL

Un pot-pourri passionnant

L'ASSOCIATION CENTRALE

Avec cœur et engagement pour nos PME

Perte de capital et surendettement

SIFER-Lehrgang: Eingeschränkte Revision

Des cours passionnants l'OAR FIDUCIAIRE|SUISSE

Bereitstellungsverbot – ein nicht zu unterschätzen-
des Risiko

2

2

3

3

4

5

6

7

LES SECTIONS

Sektion Graubünden

Sektion Zentralschweiz

Sektion Zürich

10

11

12

13

LES ÉCOLES

STS – Seminar-Herbst 2023

14

14

BUSINESS PARTNER

Baloise – Optimisation fiscale pour les employeurs

15

15

UN POT-POURRI PASSIONNANT



Chères membres, chers membres,

La dernière édition du NEWS|FLASH vous propose un pot-pourri de sujets passionnants. Dès le début, nous nous pencherons sur la question de savoir ce dont le conseil d'administration doit tenir compte dans ses tâches en matière de perte de capital et de surendettement. De plus, plusieurs offres de formation continue pour les réviseurs seront lancées à l'automne : le SIFER vous permettra, sous la forme d'un cours hybride, de mettre en œuvre de manière simple et compréhensible les exigences techniques requises par la norme relative au contrôle restreint (SER 2022). L'OAR-FIDUCIAIRE|SUISSE propose différents cours sur le thème de la LBA. Vous trouverez également des possibilités de formation continue variées auprès de nos sections ainsi qu'auprès de la « Schweizerischen Treuhänder Schule STS », un coup d'œil au programme actuel des cours en vaut la peine !

Je vous recommande ensuite la lecture du très intéressant article d'Annette Reiser « Bereitstellungsverbot - ein nicht zu unterschätzendes Risiko ». Dans le cadre de la guerre en Ukraine et des sanctions qui ont été prises par la suite, les embargos et les sanctions sont revenus sur le devant de la scène. Les embargos contre les personnes font notamment l'objet d'un débat public.

Notre BUSINESS|PARTNER Baloise vous informe sur les optimisations fiscales pour les employeurs. Profitez également du webinaire « Solutions de prévoyance pour les entreprises », qui est gratuit pour nos membres. Le webinaire aborde des questions telles que « Quels sont les avantages et les inconvénients de la semi-autonomie et ceux de l'assurance complète ? » ou « Que dois-je savoir sur la réforme de la LPP ? ».

Pour conclure, une information à titre personnel : les élections fédérales auront lieu le 22 octobre 2023. Je me présenterai à nouveau au Conseil national, car je souhaite continuer à m'investir avec beaucoup de cœur et d'engagement pour notre branche et les PME.

Je vous souhaite une lecture passionnante !

Daniela Schneeberger, Présidente

AVEC CŒUR ET ENGAGEMENT POUR NOS PME

Les élections fédérales auront lieu le 22 octobre. Notre présidente centrale, Daniela Schneeberger, se présente pour une quatrième législature en tant que conseillère nationale. Nous lui tendons les pouces pour la campagne électorale et la félicitons chaleureusement pour son anniversaire aujourd'hui.



Nous connaissons Daniela Schneeberger comme une représentante du peuple proche des citoyens et engagée, qui a les pieds sur terre. Depuis 2011, elle représente le canton de Bâle-Campagne au Conseil national, que ce soit au sein de la Commission de l'économie et des redevances (CER) ou de la Commission de gestion - elle cherche toujours des solutions pragmatiques. En 2022, elle a été élue vice-présidente du groupe libéral-radical de l'Assemblée fédérale, ce qui lui permet de forger des coalitions.

En tant que fiduciaire, Daniela Schneeberger ne connaît que trop bien les besoins et les urgences de notre secteur fiduciaire. En tant que présidente centrale de notre association, elle s'engage ici aussi pour des conditions-cadres optimales et aborde avec détermination des thèmes actuels tels que la promotion de la relève, la numérisation

et le manque de personnel qualifié. Fin novembre, FIDUCIAIRE|SUISSE fêtera les 60 ans d'existence de l'association dans le cadre de l'Assemblée des membres (AM) - Daniela Schneeberger entamera en même temps sa dixième année en tant que présidente centrale. Elle est donc d'autant plus fière d'accueillir le conseiller fédéral Guy Parmelin en tant qu'orateur invité à cette Assemblée des membres commémorative. En tant qu'ancienne athlète et lanceuse de poids, Daniela Schneeberger se réjouit également de la présence de Mujinga Kambundji, invitée d'honneur de la manifestation.

Nous remercions Daniela Schneeberger pour son engagement, lui souhaitons beaucoup de succès lors des élections et la félicitons chaleureusement pour son anniversaire.

FIDUCIAIRE|SUISSE

Monbijoustrasse 20

Case Postale

3001 Berne

Téléphone: 031 380 64 30

info@fiduciairesuisse.ch

www.fiduciairesuisse.ch

PERTE DE CAPITAL ET SURENDETTEMENT

Les deux paragraphes 725a CO et 725b CO élargissent les tâches du conseil d'administration.

Lisez ici ce à quoi il faut faire attention dans ce contexte.



Perte de capital (art. 725a CO)

Si la société se trouve dans une situation de perte de capital, les comptes doivent faire l'objet d'un contrôle restreint par un réviseur agréé en cas d'opting out. Si cela n'est pas fait, l'assemblée générale est nulle en raison des dispositions légales et les chiffres de l'exercice précédent ne sont donc pas non plus approuvés.

² Perte de capital

¹ Lorsqu'il ressort des derniers comptes annuels que les actifs, après déduction des dettes, ne couvrent plus la moitié de la somme du capital-actions, de la réserve légale issue du capital et de la réserve légale issue du bénéfice qui ne sont pas remboursables aux actionnaires, le conseil d'administration prend des mesures propres à mettre un terme à la perte de capital. Au besoin, il prend d'autres mesures d'assainissement ou en propose à l'assemblée générale, pour autant qu'elles relèvent de la compétence de cette dernière.

² Les derniers comptes annuels doivent être soumis à un contrôle restreint par un réviseur agréé avant leur approbation par l'assemblée générale si la société n'a pas d'organe de révision. Le conseil d'administration nomme le réviseur agréé.

³ L'obligation de révision prévue à l'al. 2 s'éteint lorsque le conseil d'administration dépose une demande de sursis concordataire.

⁴ Le conseil d'administration et l'organe de révision ou le réviseur agréé agissent avec célérité.

Surendettement (art. 725b CO)

En cas de surendettement, les comptes intermédiaires doivent être contrôlés par un réviseur agréé en cas d'opting out. Ceci indépendamment de l'existence ou non d'une postposition. En présence d'une postposition, le contrôle devrait pouvoir être allégé.

Art. 725^{b604}

³ Surendettement

¹ S'il existe des raisons sérieuses d'admettre que les dettes de la société ne sont plus couvertes par les actifs, le conseil d'administration établit immédiatement des comptes intermédiaires à la valeur d'exploitation et à la valeur de liquidation. Il peut être renoncé à l'établissement de comptes intermédiaires à la valeur de liquidation lorsque la poursuite de l'exploitation est envisagée et que les comptes intermédiaires à la valeur d'exploitation ne présentent pas de surendettement. L'établissement de comptes intermédiaires à la valeur de liquidation est suffisant lorsque la poursuite de l'exploitation n'est plus envisagée.

² Le conseil d'administration fait vérifier les comptes intermédiaires par l'organe de révision ou, s'il n'y en a pas, par un réviseur agréé; il nomme le réviseur agréé.

³ S'il ressort des deux comptes intermédiaires que la société est surendettée, le conseil d'administration en avise le tribunal. Celui-ci déclare la faillite ou procède conformément à l'art. 173a de la loi du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite⁶⁰⁵.

FIDUCIAIRE|SUISSE

Monbijoustrasse 20

Case Postale

3001 Berne

Téléphone: 031 380 64 30

info@fiduciairesuisse.ch

www.fiduciairesuisse.ch

SIFER-LEHRGANG: EINGESCHRÄNKTE REVISION

Der Lehrgang ermöglicht Ihnen in Form einer Hybridveranstaltung, einfach und verständlich die fachlichen Anforderungen umzusetzen, die der Standard für die Eingeschränkte Revision (SER 2022) verlangt.



Praxisfeste Referenten bieten Ihnen an vier Seminartagen eine systematische, kompakte Anleitung und Dokumentation für die effiziente Durchführung der Eingeschränkten Revision. Erfolgreiche Absolventen der freiwilligen Abschlussprüfung erhalten ein Zertifikat von TREUHAND|SUISSE.

Daten

- Montag, 23. Oktober 2023
- Montag, 30. Oktober 2023
- Montag, 6. November 2023
- Montag, 13. November 2023

Zielgruppe

Der Lehrgang richtet sich an Treuhänder:innen und Revisor:innen, welche sich vertieft und praxisorientiert mit der Eingeschränkten Revision auseinandersetzen müssen.

Themen

- Block 1 Gesetzesbestimmungen, Wesen der Eingeschränkten Revision, Unabhängigkeit
- Block 2 Eingeschränkte Revision vs. MWST
- Block 3 Qualitätssicherung, interne Nachschau, Dokumentation, Referenzierung

- Block 4 Mandatsannahme, Prüfungsplanung (Wesentlichkeit, analytische PH, Risikobeurteilung), Prüfungsziele
- Block 5 Fremdkapital
- Block 6 Eigenkapital, Umsatz, Materialaufwand
- Block 7 Umlaufvermögen
- Block 8 Anlagevermögen
- Block 9 Berichterstattung
- Block 10 Berichterstattung
- Block 11 Revision der Sozialversicherungen
- Block 12 Unternehmensfortführung, Verhalten bei Überschuldung
- Block 13 Personalaufwand, übriger Aufwand und Ertrag, allg. Prüfungshandlungen
- Block 14 Anhang, Ereignisse nach dem Bilanzstichtag, Vorjahresangaben
- Block 15 Spezialprüfungen
- Block 16 Spezialprüfungen

Anmeldung

Bitte sende Sie Ihre Anmeldung per E-Mail an kurs@treuhand-suisse-zh.ch oder melden Sie sich direkt über unsere Website an.

FIDUCIAIRE|SUISSE

Monbijoustrasse 20

Case Postale

3001 Berne

Téléphone: 031 380 64 30

info@fiduciairesuisse.ch

www.fiduciairesuisse.ch

DES COURS PASSIONNANTS DE L'OAR-FIDUCIAIRE|SUISSE

Cet automne, l'OAR-FIDUCIAIRE|SUISSE propose différents cours sur le thème de la LBA.



Cours de base LBA

Le cours de base LBA sert à l'élaboration des connaissances de base dans le domaine de la lutte contre le blanchiment d'argent. Il est obligatoire pour les nouvelles personnes de contact LBA. Une documentation complète et actuelle sera remise. Le cours a lieu à partir de 10 participants. Le prix pour les membres de l'OAR-FIDUCIAIRE|SUISSE et/ou de FIDUCIAIRE|SUISSE est de CHF 470.00. Le prix pour les non-membres est de CHF 540.00.

Dates

- 18.10.2023 à Lausanne
- 23.11.2023 à Cadempino

Formation continue LBA

Le cours de formation continue LBA sert au perfectionnement des connaissances dans le domaine de la lutte contre le blanchiment d'argent. La personne de contact

LBA est tenue de suivre régulièrement, généralement tous les ans, un cours de formation continue LBA. Les sociétés d'audit accréditées et/ou les auditeurs en chef doivent suivre un cours annuel de formation continue de quatre heures auprès de l'OAR. Le prix pour les membres de l'OAR-FIDUCIAIRE|SUISSE et/ou de FIDUCIAIRE|SUISSE est de CHF 410.00. Le prix pour les non-membres est de CHF 475.00.

Dates

- 04.10.2023 à Berne
- 22.11.2023 à Zurich
- 29.11.2023 à Pfäffikon SZ
- 13.12.2023 à Zürich
- 19.10.2023 à Lausanne
- 15.11.2023 à Genève
- 23.11.2023 à Cadempino

Vous trouverez de plus amples informations ainsi que le talon d'inscription sous : oar-fiduciairesuisse.ch.

OAR-FIDUCIAIRE|SUISSE

Monbijoustrasse 20

Case Postale

3001 Berne

Téléphone: 031 380 64 80

oar@fiduciairesuisse.ch

BEREITSTELLUNGSVERBOT – EIN NICHT ZU UNTERSCHÄTZENDES RISIKO

Im Rahmen des Überfalls Russlands auf die Ukraine und die dazu im Nachgang verhängten Sanktionen, sind Embargos und Sanktionen wieder mehr in den Fokus gerückt. Insbesondere werden auch die Embargos gegen Personen in der Öffentlichkeit diskutiert.



Rechtsgrundlage für die Verhängung von Embargos in der Schweiz ist das Embargogesetz (Bundesgesetz vom 22. Mai 2002 über die Durchsetzung von internationalen Sanktionen [Embargogesetz, EmbG], SR 946.231). Gemäss Art. 1 EmbG ist es Aufgabe des Bundes, «Zwangsmassnahmen zu erlassen, um Sanktionen durchzusetzen, die

- (1) von der Organisation der Vereinten Nationen (VN),
- (2) der Organisation für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa (OSZE),
- (3) von den wichtigsten Handelspartnern der Schweiz beschlossen worden sind, und die der Einhaltung des Völkerrechts, namentlich der Respektierung der Menschenrechte, dienen.»

Der Erlass von Embargos in der Schweiz ist also beschränkt auf einen bestimmten Zweck: der Einhaltung des Völkerrechts, namentlich der Respektierung der Menschenrechte und auf Massnahmen, die von den Vereinten Nationen oder der OSZE bzw. einem wichtigen Handelspartner der Schweiz erlassen wurden.

Die meisten «Zwangsmassnahmen» beruhen derzeit auf Sanktionen der Vereinten Nationen. Die prominentesten Ausnahmen sind die «Massnahmen in Zusammenhang

mit der Situation in der Ukraine». Diese beruhen auf den von der Europäischen Union erlassenen Sanktionen gegen Russland, da Russland sowohl ein Mitglied des UN-Sicherheitsrates ist wie auch der OSZE angehört, und beide Organisationen keine Massnahmen erlassen konnten.

Embargos gegen Länder und/oder Personen

Historisch wurden Embargos in der Regel gegen Staaten erlassen. Embargos sollen einen Staat, der sich nicht an vereinbartes Völkerrecht hält, dazu animieren, sich wieder an die international vereinbarten Regeln zu halten. Sie dienen nicht der Bestrafung. Hierfür sind die Strafgerichte zuständig. Da völkerrechtliche Vereinbarungen in der Regel zwischen Staaten geschlossene Vereinbarungen sind, folgt ein Bruch oder eine Gefährdung des Völkerrechts in der Regel auch durch Staaten, die daraus verpflichtet sind. Die Zwangsmassnahmen richten sich daher in erster Linie gegen Staaten.

Die Bedrohungslage hatte sich aber in der Folge des Ende des Kalten Krieges, den darauffolgenden vermehrt aufkommenden Regionalkonflikten und schliesslich mit dem Anschlag vom 11. September 2001 geändert, und so kam es, dass die Embargos nicht mehr nur gegen Staaten, sondern auch gegen Personen, natürliche und juristische, und Personengruppen verhängt werden. Der Sicherheitsrat der Vereinten Nationen hat mit der Resolution 1267 (1999) betreffend den Islamischen Staat im Irak und the Levant (Da'esh), Al-Qaida und damit im Zusammenhang stehende Personen und Personengruppen Embargos erlassen, die seither regelmässig ergänzt werden und von den Mitgliedstaaten der Vereinten Nationen umgesetzt werden müssen.

Der Bundesrat hat mit Verordnung vom 2. Oktober 2000 über Massnahmen gegenüber Personen und Organisationen mit Verbindungen zu Usama bin Laden, der Gruppierung Al-Qaida oder den Taliban (SR 9.46.243) diese Resolution und auch die dazu weiter folgenden Resolutionen in Schweizer Recht umgesetzt (im Weiteren: Taliban-Verordnung). Gleichzeitig begann ebenfalls ein Umdenken im Hinblick auf die Inhalte von Embargos gegen Staaten. Wurden in der Vergangenheit in der Regel die Massnahmen «mit der Giesskanne» ausgeschüttet und breitgefächert Druck gegen den Staat ausgeübt – und gleichzeitig insbesondere die Bevölkerung getroffen –, lassen es heutige Informationen und Möglichkeiten zu, die Sanktionen sehr viel gezielter auf diejenigen Massnahmen und Personen in einem Staat auszurichten, von denen man ausgeht, dass sie die betreffenden Entscheidungen beeinflussen können, sogenannte Smart Sanctions.

Auch im Bereich der Länderembargos finden sich daher immer mehr Massnahmen gegen Personen. Die «Massnahmen im Zusammenhang mit der Situation in der Ukraine», aber auch die meisten anderen Sanktionsmassnahmen gegen Länder, die die Schweiz umgesetzt hat, enthalten heute in prominenter Weise Sanktionsmassnahmen gegen Personen. Der Inhalt von Personenembargos bezieht sich aber nicht nur auf das Einfrieren von Geldern oder Vermögenswerten.

Inhalte von Embargos

Das Embargogesetz der Schweiz gibt den Rahmen für die Inhalte von Sanktionsmassnahmen in Art. 1 Abs. 3: Danach können Zwangsmassnahmen den Waren-, Dienstleistungs-, Kapital- und Personenverkehr umfassen sowie den wissenschaftlichen, technologischen und kulturellen Austausch. Massnahmen können Verbote, Bewilligungspflichten, Meldepflichten sowie andere Einschränkungen von Rechten umfassen (Art. 1 Abs. 3 b EmbG). Je nach Situation kann ein Embargo gegen einen Staat oder eine Person also sehr umfassend ausgestaltet sein. Für Unternehmen bedeutet dies, dass sie jedes Embargo mit seinen Änderungen immer im Auge behalten müssen. So enthält die Taliban-Verordnung unter anderem:

- Gütersanktionen: Verbot der Lieferung von Rüstungsgütern und verwandtem Material
- Finanzsanktionen: Sperre von Vermögenswerten und Meldepflichten, Bereitstellungsverbot
- Weitere Massnahmen: Reisesanktionen

Auch die Länderembargos enthalten im Rahmen der sogenannten «gelisteten Personen» verschiedenliche Massnahmen, die jeweils im Detail angeschaut werden müssen. Es kann sich sowohl um eine Beschränkung des Warenverkehrs, als auch des Kapital- und Zahlungsverkehrs oder anderer Massnahmen handeln.

Bereitstellungsverbot

Umfassendste Massnahme gegen Personen im Rahmen eines Embargos ist dabei das sogenannte Bereitstellungsverbot. In der Taliban-Verordnung ist in Art. 3 Abs. 2 festgehalten: *«Es ist verboten, den in Anhang 2 erwähnten natürlichen und juristischen Personen, Gruppen und Organisationen, Gelder zu überweisen, oder Gelder und wirtschaftliche Ressourcen sonst wie direkt oder indirekt zur Verfügung zu stellen.»*

Dabei sind Gelder definiert als: *«finanzielle Vermögenswerte, einschliesslich Bargeld, Schecks, Geldforderungen, Wechsel, Geldanweisungen oder andere Zahlungsmittel, Guthaben, Schulden und Schuldenverpflichtungen, Wertpapiere und Schuldtitel, Wertpapierzertifikate, Obligationen, Schuldscheine, Optionsscheine, Pfandbriefe, Derivate; Zinserträge, Dividenden oder andere Einkünfte oder Wertzuwächse aus Vermögenswerten; Kredite, Rechte auf Verrechnung, Bürgschaften, Vertragserfüllungsgarantien oder andere finanzielle Zusagen; Akkreditive, Konnossemente, Sicherungsübereignungen, Dokumente zur Verbriefung von Anteilen an Fondsvermögen oder anderen Finanzressourcen und jedes andere Finanzierungsinstrument für Exporte»* und wirtschaftliche Ressource als: *«Vermögenswerte jeder Art, unabhängig davon, ob sie materiell oder immateriell, beweglich oder unbeweglich sind, insbesondere Immobilien und Luxusgüter, mit Ausnahme von Geldern nach Buchstabe b»* (Art. 5 b und d Taliban-VO).

Ähnliches gilt für «gelistete Personen» in Länder-Embargos, wie zum Beispiel die Massnahmen in Zusammenhang mit der Situation in der Ukraine (Russland-Embargo), aber auch allen anderen Länder-Massnahmen, die gelistete Personen enthalten.

Relevanz für Unternehmen

Bei den «gelisteten Personen» handelt es sich sehr häufig um Personen und Personengruppen, die international und vielfältig geschäftlich tätig sind, um ihre Tätigkeiten, aufgrund derer sie gelistet wurden, zu finanzieren. Sie sind unauffällig in den normalen wirtschaftlichen Kreislauf eingeflochten, und es gilt für Unternehmen, sich zu versichern, dass nicht gegen die verhängten Massnah-

men verstossen wird. Im Einzelfall ist also jeweils zunächst durch einen internen Prozess sicherzustellen, dass die Geschäftspartner auf Debitoren- und Kreditorensseite identifiziert werden, sowie zu klären, welche Restriktion im Falle eines «Treffers» gegen die Person verhängt wurde, um dann zu entscheiden, ob einer Person Geld oder eine wirtschaftliche Ressource zur Verfügung gestellt werden kann, um nicht Gefahr zu laufen, einen Embargoverstoss zu begehen.

VEB.CH

Annette Reiser | Rechtsanwältin

nettesglobaltrade@gmail.com

ANCRÉ LOCALEMENT, FORT NATIONALEMENT



- **BASEL NORDWESTSCHWEIZ**

treuhandsuisse-bs.ch

- **BEJUNE**

treuhandsuisse-bejune.ch

- **BERN**

treuhandsuisse-be.ch

- **FRIBOURG**

fiduciairesuisse-fr.ch

- **GENÈVE**

fiduciairesuisse-ge.ch

- **GRAUBÜNDEN**

treuhandsuisse-gr.ch

- **OSTSCHWEIZ**

treuhandsuisse-os.ch

- **TICINO**

fiduciarisuisse-ti.ch

- **VAUD**

fiduciairesuisse-vd.ch

- **VALAIS**

fiduciairesuisse-vs.ch

- **ZENTRALSCHWEIZ**

treuhandsuisse-zs.ch

- **ZÜRICH**

treuhandsuisse-zh.ch

SEKTION GRAUBÜNDEN

Vorschau auf Veranstaltungen und Seminare der Sektion Graubünden.



VORANKÜNDIGUNG 51. GENERALVERSAMMLUNG

Am Montag, 4. Dezember 2023 findet die 51. Generalversammlung unserer Sektion in Chur statt – wiederum vorgängig mit einem spannenden Seminar. Die Teilnahme am Seminar ist kostenlos und es werden vier Stunden Weiterbildung angerechnet. Halten Sie sich das Datum frei. Details folgen.

SEMINAR-VORSCHAU 2023/2024

SIFER-SEMINAR: 26. September 2023

INTENSIV-SEMINAR Teil 1: 30. November 2023

INTENSIV-SEMINAR Teil 2: 30. November 2023

Die Ausschreibungen sowie die Anmeldung zu diesen Seminaren sind auf www.treuhandsuisse-gr.ch zu finden.

STEUER-SEMINAR: 31. Januar 2024

Die Ausschreibung zu diesem Seminar erfolgt zu einem späteren Zeitpunkt.

VORSCHAU SACHBEARBEITER-KURSE

20. November 2023

Personal- und Lohnwesen

13. Dezember 2023

Abschlussvorbereitung und Revision

22. Januar 2024

Steuern natürliche und juristische Personen

11. Juni 2024

MWST

Informieren Sie Ihre Sachbearbeiter und halten Sie sich diese Daten frei. Die Ausschreibung erfolgt zu einem späteren Zeitpunkt.

TREUHAND|SUISSE Sektion Graubünden
Hartbertstrasse 9
7000 Chur
Telefon: 081 257 02 57 | Fax: 081 257 02 59
info@treuhandsuisse-gr.ch
www.treuhandsuisse-gr.ch

SEKTION ZENTRALSCHWEIZ

Die Sektion Zentralschweiz gratuliert dem 500. Mitglied.

Die Sektion Zentralschweiz wächst weiter

Wir durften das 500. Mitglied in der Sektion Zentralschweiz aufnehmen – Herr Florian Muharemaj aus Alpnach.

Bernadette Peter, Ressortverantwortliche «Mitglieder» überreichte dem 500. Mitglied unserer Sektion, Herr Florian Muharemaj, ein kleines Willkommensgeschenk. Wir gratulieren Herr Muharemaj und heissen ihn in unserer Sektion herzlich willkommen.



Auditforum 2023 – jetzt anmelden!

Am 15. November 2023 findet der zweite Tag der Seminarreihe Auditforum 2023 statt. Wiederum ein interessanter Mix an Themen und Referenten wartet im Hotel Schweizerhof in Luzern auf Sie:

- Spezialprüfungen mit Urs Matter
- Knacknüsse in der Wirtschaftsprüfung mit Christian Feller
- Betrugsrisiken in der Wirtschaftsprüfung mit Marc Arnet
- Qualitätssicherung mit Olivier Devaud

Das Seminar kann unabhängig vom ersten Kurstag vom Januar 2023 gebucht werden und richtet sich an



zugelassene Revisoren und zugelassene Revisionsexperten, die auf dem Gebiet der eingeschränkten Revision tätig sind. Der Kurstag startet um 08:15 Uhr und endet um circa 16:45 Uhr und kann als Präsenzveranstaltung oder als Online-Seminar gebucht werden.

Hier erhalten Sie weitere Informationen und gelangen zur [Anmeldung](#).



TREUHAND|SUISSE Sektion Zentralschweiz
Bitzistrasse 1b
6370 Stans
Telefon: 041 552 24 00
sekretariat@treuhandswissse-zentralschweiz.ch
www.treuhandswissse-zentralschweiz.ch

SEKTION ZÜRICH

Jubiläums-GV und ZFF – und spannende Weiterbildung!

Jubiläums-Generalversammlung 2023

Eine besondere Generalversammlung zum 60-jährigen Bestehen unserer Sektion soll es sein – und so haben wir als Veranstaltungsort für den 8. Dezember das Dolder Grand in Zürich gewählt. Als Spezialgast konnten wir die Skirennfahrerin Dominique Gislin gewinnen. Wir freuen uns, mit unseren Mitgliedern und Gästen auf das 60-jährige Bestehen der Sektion Zürich anstossen zu können.

In's Kino mit unseren Mitgliedern

Am 4. Oktober ist es wieder soweit: Auch in diesem Jahr geht's wieder an das Zürcher Filmfestival. Wir freuen uns auf den grünen Teppich des ZFF und den vorgängigen Apéro.

Der Datenbearbeitungsvertrag (ADV)

Zum Thema Datenbearbeitungsvertrag und ähnlichen Pflichten organisieren wir ein weiteres Seminar zum Datenschutzgesetz – mit Fokus auf eine effiziente Umsetzung (inklusive Vorlagen).

2. November 2023, 13:00 – 15:00 Uhr, HWZ Hochschule für Wirtschaft, Zürich

[Detailinformationen und Anmeldung](#)

Workshops für Lernende und ihre Ausbilder

Der Workshop «Erfolgsteam Berufsbildner:innen und Lernende» und der Workshop «Knigge für Lernende» bilden ein aufeinander abgestimmtes Paket. Es unterstützt Verantwortliche, die sich im Unternehmen um die Lernenden kümmern, gleichzeitig vermittelt es Lernenden im 1. Lehrjahr wichtiges Rüstzeug, um sich mit mehr Sicherheit in der Berufswelt zu bewegen.

Workshop Knigge für Lernende (1. Lehrjahr)

13. Oktober 2023, 9:00 – 17:00 Uhr, KV Business School, Zürich

[Detailinformationen und Anmeldung](#)

Workshop «Erfolgsteam Berufsbildner:innen und Lernende»

3. Oktober 2023, 9:00 – 16:00 Uhr, KV Business School, Zürich

[Detailinformationen und Anmeldung](#)

4x4 Stunden, die Sie weiterbringen

Kompetent, kompakt und praxisnah, das ist das Kennzeichen unserer Fachkurse. Die neuen Themen, die wir Ihnen im September und Oktober in 4 Fachkursen anbieten können, benötigen nur 4 Stunden Ihrer Zeit, um Sie auf den neusten Stand der Dinge zu bringen – als Präsenzveranstaltungen oder Webinare:

- [Stolpersteine in der Personaladministration](#)
25. September 2023
- [Saubere Nachlassplanung: die Instrumente](#)
26. September 2023
- [Neue Quellensteuer: Risiken und Gefahren](#)
30. Oktober 2023
- [Flexible Pensionierung: steuerliche Optimierungsmöglichkeiten](#)
24. Oktober 2023

TREUHAND|SUISSE

Sektion Zürich

Freischützgasse 3

8004 Zürich

Telefon: 044 461 57 70 | Fax: 044 461 57 86

info@treuhandsuisse-zh.ch

www.treuhandsuisse-zh.ch

Nichts verpassen.



SEMINAR-HERBST 2023

Wir freuen uns auf den Seminar-Herbst 2023 mit Ihnen! Eine grosse Auswahl spannender Seminare und Zertifikatskurse zu aktuellen Treuhandthemen erwartet Sie. Entdecken Sie unser massgeschneidertes Weiterbildungsangebot für Treuhänder:innen.

Seminare

Die Halbtages- und Tagesseminare bieten den optimalen Rahmen, um relevantes Fachwissen gezielt, kompakt und praxisnah zu erwerben. Alle Seminare können sowohl online als auch vor Ort in Zürich besucht werden. Sichern Sie sich jetzt Ihren Platz:

- **Flexible Pensionierung – Steuerliche Optimierungsmöglichkeiten**
24. Oktober 2023
- **Aktienrechtsrevision**
25. Oktober 2023
- **Willensvollstreckung / Erbschaftsverwaltung**
25. Oktober 2023
- **MWST Update EU VAT**
26. Oktober 2023
- **Grenzüberschreitende Arbeitsverhältnisse**
31. Oktober 2023
- **360° rund um den Todesfall**
1. November 2023
- **Erbrechtsrevision**
2. November 2023
- **Quellensteuer in der Lohnbuchhaltung**
7. November 2023
- **Erfolgreiche Nachlass-, Notfall- und Güterplanung**
8. November 2023
- **Update Arbeitsrecht**
9. November 2023
- **Bitcoin in der Buchhaltung**
14. November 2023
- **Family Governance**
15. November 2023
- **Update Steuerplanung**
30. November 2023

- **Update Lohnadministration**

6. Dezember 2023

- **Update Sozialversicherung**

6. Dezember 2023

Zertifikatskurse

Die mehrtägigen Zertifikatskurse bieten eine vertiefte Weiterbildung in den wichtigsten treuhandrelevanten Themengebieten. Der spezifische Fokus ermöglicht eine fundierte Auseinandersetzung mit dem Thema. Die Zertifikatskurse finden ausschliesslich vor Ort statt. Jetzt entdecken und anmelden:

- **Digitaler Treuhänder**
Start: 23. Oktober 2023, Zürich
- **Jahresabschluss**
Start: 30. Oktober 2023, Zürich
- **Nachfolgeregelung**
Start: 3. November 2023, Zürich
- **Unternehmensbewertung**
Start: 13. November 2023, Zürich
- **Besteuerung von Immobilien**
Start: 21. November 2023, Bern
Start: 23. November 2023, Zürich
- **Grenzüberschreitende MWST**
Start: 27. November 2023, Zürich

Wir freuen uns, Sie an unseren Zertifikatskursen und Seminaren zu begrüssen. Bei Fragen stehen wir gerne unter 043 333 36 66 oder info@sts.edu zur Verfügung.

Elisa Hüttner

STS Schweizerische Treuhänder Schule AG

info@sts.ch | www.sts.edu

OPTIMISATION FISCALE POUR LES EMPLOYEURS

Bien gérer la prévoyance de ses collaborateurs·rices tout en optimisant sa charge fiscale, c'est l'une des préoccupations centrales des employeurs. C'est là qu'entrent en jeu les réserves de cotisations d'employeur (RCE), un instrument astucieux qui assure la stabilité financière et offre des avantages fiscaux.



Les RCE sont des réserves que l'employeur peut constituer facultativement auprès de son institution de prévoyance et qu'il pourra ensuite utiliser pour s'acquitter de ses obligations futures. La Confédération et la plupart des cantons acceptent la déduction des RCE jusqu'à un montant correspondant à cinq fois la contribution annuelle de l'employeur.

Les avantages des RCE

Les versements aux RCE peuvent être, jusqu'à un certain montant, déduits en tant que charges. Les employeurs peuvent utiliser cet outil pour constituer des réserves latentes disponibles en temps de crise, pour lisser les fluctuations de bénéfices et pour optimiser ainsi la charge fiscale. Les versements à la caisse de pension peuvent être effectués pendant l'année en cours ou après la publication des résultats annuels de l'entreprise. En règle générale, les versements sont reconnus jusqu'au 30 juin de l'année suivante. Les entreprises peuvent ainsi mieux gérer leurs liquidités. Si l'employeur souhaite dissoudre ses RCE pour financer ses cotisations, il suffit d'en faire la demande auprès de sa caisse de pension.

À noter

Il est judicieux de déterminer un montant de RCE en adéquation avec le volume de cotisations de la caisse de prévoyance. Il est également recommandé de procéder à des clarifications préalables avec l'autorité fiscale et de faire appel à un professionnel afin de s'assurer que tous les aspects fiscaux sont correctement pris en compte.

Baloise: partenaire financier et assureur toutes branches

Avec l'association unique en Suisse d'une assurance et d'une banque, Baloise offre une expérience de service globale. Elle complète ses solutions financières et d'assurance intelligemment combinées par une multitude de services innovants dans les domaines du logement et de la mobilité. Cette entreprise suisse rend ainsi l'avenir plus facile, plus sûr et plus serein pour sa clientèle et s'en porte garant aujourd'hui – et depuis 160 ans.

Solutions de prévoyance chez Baloise

Invitation : webinaire « Solutions de prévoyance pour les entreprises »

Comment choisir une solution de prévoyance pour mon entreprise ? Quels sont les avantages et les inconvénients de la semi-autonomie et de l'assurance complète ? Que dois-je savoir sur la réforme de l'AVS et de la LPP ? Vous obtiendrez des réponses à ces questions lors du webinaire de Baloise le mardi 26 septembre 2023. Il aura lieu de 11 h 45 à 12 h 30 en allemand et de 12 h 30 à 13 h 15 en français.

S'inscrire ici

((www.baloise.ch/fiduciairesuisse))

Baloise Assurance SA

Téléphone: 058 285 76 45

www.baloise.ch

Impressum:

Rédaction: Communication FIDUCIAIRE|SUISSE

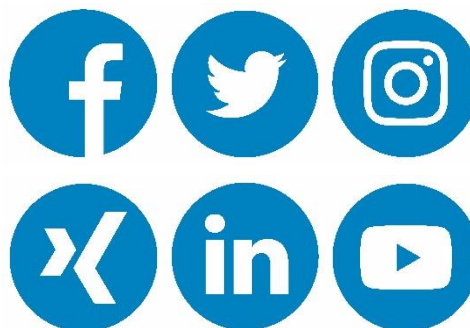
Contact: communication@fiduciairesuisse.ch

Mode de parution: mensuel

Edition 9-23 du 19 septembre 2023

Visitez notre site internet www.fiduciairesuisse.ch

FOLLOW US!



Clôtures de la rédaction NEWS|FLASH 2021

Nr.	Mois	Date de parution	Clôture de la rédaction
10	octobre	17.10.2023	02.10.2023
11	novembre	21.11.2023	06.11.2023
12	décembre	19.12.2023	04.12.2023

Wünschen Sie Ihren NEWS|FLASH in deutscher Sprache zu erhalten?

Senden Sie bitte eine E-Mail an:
kommunikation@treuhandsuisse.ch

FIDUCIAIRE|SUISSE est le porte-parole des fiduciaires PME en Suisse, qui apportent à leur tour un soutien à notre épine dorsale économique, les PME suisses. Nous faisons entendre votre voix au niveau national et mettons les fiduciaires en réseau à l'échelle régionale.

FIDUCIAIRE|SUISSE est proche de ses 2'300 membres PME, qui se sentent parfaitement conseillés et pris en charge personnellement. C'est précisément là que nous créons une valeur ajoutée décisive grâce à la formation continue et aux informations.